



# La Pologne, pilier oriental de la défense de l'Europe : continuités et opportunités

Martin Lai

Note 66  
Mars 2024





L'Institut Thomas More est un think tank libre et indépendant, basé à Bruxelles et Paris. Il est la fois un laboratoire de solutions innovantes, un centre d'expertise et un relais d'influence.

La démarche de l'Institut se fonde sur les valeurs proclamées dans sa Charte : la liberté et la responsabilité, le respect de la dignité de la personne, la subsidiarité, l'économie de marché, les valeurs universelles qui sont l'héritage commun des pays européens.

**Paris**

8, rue Monsigny  
F-75 002 Paris  
Tel : +33 (0)1 49 49 03 30

**Bruxelles**

Avenue Walkiers, 45  
B-1160 Bruxelles  
Tel : +32 (0)2 374 23 13

[www.institut-thomas-more.org](http://www.institut-thomas-more.org)  
[info@institut-thomas-more.org](mailto:info@institut-thomas-more.org)



# **La Pologne, pilier oriental de la défense de l'Europe : continuités et opportunités**

**Martin Lai**  
Note 66  
Mars 2024

**Martin Lai** est assistant de recherche à l'Institut Thomas More. Étudiant en Master Politiques Publiques spécialité Sécurité et Défense à l'Institut d'Étude Politique de Paris, il suit en parallèle un diplôme universitaire en histoire contemporaine de l'Europe orientale à l'Institut Nationale des Langues et Civilisations orientales (INALCO). Après avoir effectué un stage à l'Institut Thomas More en tant que chargé de mission en relations internationales, il a réalisé des stages au Pôle Relations internationales militaires de l'État-Major des Armées puis à la Direction Commerciale Export du leader de la défense terrestre européenne, KNDS (anciennement Nexter). Intéressé par les enjeux de défense européenne, la géopolitique et plus particulièrement par l'Europe orientale, il poursuit des recherches et a écrit plusieurs articles sur ces thématiques. Après avoir effectué une formation d'officier de réserve au sein de la Marine nationale, il est également Enseigne de Vaisseau de seconde classe •

---

# Sommaire

<b>Résumé</b>	<b>6</b>
<b>Introduction</b>	<b>7</b>
<b>La Pologne, un acteur géostratégique devenu incontournable</b>	<b>9</b>
La Pologne à la pointe de l'aide occidentale à l'Ukraine	9
Face à la menace russe, la Pologne se pose en allié fiable de l'OTAN	10
La Pologne, puissance régionale	12
<b>L'armée polonaise pourrait à terme devenir la plus importante d'Europe</b>	<b>14</b>
Une hausse spectaculaire des effectifs au sein d'un nouveau modèle d'armée	14
Des dépenses continuellement en hausse depuis 2014	15
Une montée en puissance capacitaire unique en Europe	15
<b>L'industrie de défense polonaise se développe malgré les nombreux achats sur étagère</b>	<b>18</b>
L'industrie de défense polonaise se consolide depuis 2013	18
Les acquisitions à l'étranger ralentissent le développement de l'industrie polonaise, malgré les transferts de technologie	19
Une implication encore insuffisante dans la consolidation d'une industrie de défense européenne mais qui pourrait s'accroître à moyen terme	20
<b>Conclusion</b>	<b>20</b>

---



## Résumé

**La Pologne est devenue un acteur géostratégique de premier plan** • Victime de l'impérialisme russe depuis le XVII<sup>ème</sup> siècle, la Pologne a rejoint pour y faire face l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) dès le lendemain de la chute du rideau de fer et constitue son pilier oriental. Cette orientation stratégique demeure aujourd'hui au cœur de sa doctrine de défense que l'invasion russe de l'Ukraine, commencée en 2014, est venue confirmer. Solidaire face à la menace russe, Varsovie continue d'être un allié militaire indéfectible et de premier ordre pour Kiev. Outre la relation très étroite développée avec Washington, la Pologne s'est en outre érigée en principale puissance d'Europe orientale, tant sur le plan politique que proprement militaire.

**Un modèle de défense ambitieux, tourné vers la menace russe** • Face à la menace russe, qui a repris de la vigueur depuis 2014, Varsovie a considérablement investi dans son outil de défense. Le budget consacré aux armées a connu une trajectoire exponentielle pour financer la hausse spectaculaire des effectifs et des équipements, dans le cadre de la dissuasion conventionnelle qu'elle souhaite exercée vis-à-vis de Moscou. La Pologne vise ainsi l'objectif de 250 000 militaires d'ici à 2025, contre près de 114 000 en 2021. Son objectif de dépense militaire pour 2024 est elle aussi très ambitieuse, à hauteur de 33 milliards d'euros, contre 20,5 milliards d'euros en 2023 et 12 milliards d'euros en 2022. Parmi les dernières commandes majeures d'équipement, on peut notamment noter aux 1 000 chars *K2 Black Panther* sud-coréens, ce qui en ferait le premier parc blindé d'Europe, de très loin.

**Une industrie de défense qui se développe** • La montée en puissance capacitaire s'est accompagnée d'une politique volontariste pour développer sa Base Industrielle et Technologique de Défense (BITD), dont le cluster *Polska Grupa Zbrojeniowa* (PGZ) constitue la vitrine. Toutefois, la volonté polonaise de rester proche des États-Unis et de disposer rapidement de matériels en très grands nombres conduit Varsovie à acheter de nombreux équipements auprès des États-Unis ou de la Corée du Sud, au détriment de son industrie domestique ou des industriels européens.

**Un nouveau contexte politique** • L'arrivée au poste de Premier ministre de Donald Tusk en décembre 2023, à la place du parti Droit et Justice (PiS), constitue un véritable virage politique en Pologne. Il ne devrait pas s'accompagner d'un revirement à 180° de la politique étrangère et de défense du pays, mais plutôt d'une continuité. Toutefois, le nouveau gouvernement devrait faciliter les relations avec les pays européens. Dans ce contexte, Paris doit saisir l'opportunité pour faire de Varsovie un véritable partenaire stratégique et donner une cohérence à la politique de défense française en Europe.



## Introduction

L'invasion russe à grande échelle de l'Ukraine du 24 février 2022 a mis en lumière le rôle central de la Pologne dans le soutien militaire occidental à Kiev, Varsovie se posant parmi les principaux fournisseurs de matériels militaires mais également en plateforme logistique et terrain de formation au profit des troupes ukrainiennes. Toutefois, la Pologne a commencé à s'affirmer en tant qu'acteur géostratégique dès les années 2010 en assumant son rôle de principale puissance de l'axe Baltique-mer Noire et en construisant un modèle d'armée résolument tourné vers l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et contre la menace russe, à rebours du modèle français **(1)**.

La vision géostratégique polonaise repose sur l'histoire tourmentée du pays, victime de cinq partages en moins de deux siècles et abandonné par le duo franco-britannique en 1939 aux appétits expansionnistes germano-soviétiques. Libérée du joug communiste en 1989, la Pologne, membre à part entière de l'« Occident kidnappé » décrit par Milan Kundera, a fait son retour formel dans le camp occidental en intégrant l'OTAN en 1999 puis l'Union européenne (UE) en 2004.

Véritable gardienne des frontières orientales de l'Europe face au péril russe dont Varsovie avait conscience dès l'invasion de la Géorgie par Moscou en 2008, la Pologne a opéré une remontée en puissance de ses armées, tant en termes d'effectifs que d'équipements. Ce renforcement capacitaire s'est accompagné du développement de la base industrielle et technologique de défense (BITD) polonaise, qui a toutefois été ralenti par les nombreux achats d'équipements étrangers.

Les dernières élections législatives d'octobre 2023 ont vu la coalition composée de partis allant de la gauche au centre-droit et menée par Donald Tusk, triompher du parti Droit et Justice (PiS), au pouvoir depuis 2015. Le nouveau gouvernement, investi en décembre 2023, devrait infléchir à la marge sa politique étrangère, sans bouleverser ses orientations géostratégiques. Le PiS s'était attelé à renforcer l'alliance avec les États-Unis, tandis que les relations avec les institutions et les pays européens souffraient des allégations d'érosion de l'État de droit en Pologne. Le gouvernement de Donald Tusk, ancien président du Conseil européen, pourrait quant à lui rééquilibrer la diplomatie polonaise en faveur des pays européens, sans toutefois remettre en cause la relation stratégique avec Washington. En témoigne la récente rencontre des ministres des affaires étrangères français, polonais et allemands le 12 février 2024 à La Celle Saint-Cloud, dans le cadre du Triangle de Weimar, un forum de coopération trilatérale créé en 1991. Elle a permis aux trois ministres de réaffirmer leur solidarité face à la menace russe et dans le cadre de la défense de l'Europe, quelques jours après que le candidat à l'élection

---

**(1)** Jean-Sylvestre Mongrenier et Jeanne Dubois Grasset, *La Pologne, acteur géostratégique émergent et puissance européenne*, Institut Thomas More, note d'actualité n°51, juin 2018, [disponible ici](#).



présidentielle américaine de novembre 2024, Donald Trump, ait annoncé qu'il refuserait d'intervenir face à une éventuelle agression russe des pays de l'OTAN qui ne dépensent pas assez pour leur défense, ce qui contreviendrait à l'article 5 du Traité.

La Pologne, qui dépense actuellement plus de 3% de son PIB pour sa défense, devrait poursuivre sous le gouvernement Tusk la politique ambitieuse portée par le PiS tout en approfondissant les relations bilatérales militaires avec les pays européens, au premier rang desquels la France. Paris doit de son côté saisir cette occasion pour s'investir résolument dans la défense de l'Europe orientale, aux côtés de Varsovie, des États baltes et de la Roumanie, de part en part de l'axe Baltique-mer Noire.



# La Pologne, un acteur géostratégique devenu incontournable

## La Pologne à la pointe de l'aide occidentale à l'Ukraine

---

Depuis l'offensive russe de l'Ukraine de février 2022, la Pologne occupe une place centrale au sein du dispositif d'aide militaire occidentale à Kiev. Ainsi, selon le Kiel Institute for the World Economy, Varsovie aurait livré jusqu'en janvier 2023 2,43 milliards d'euros d'équipements à l'Ukraine, faisant de la Pologne le troisième pourvoyeur derrière les États-Unis et le Royaume-Uni **(1)**. L'assistance militaire polonaise est d'autant plus remarquable qu'il s'agit de matériels opérationnels et non de réserves. Varsovie aurait transféré vers Kiev 18% de ses équipements militaires, surtout d'origine soviétique. Parmi ces équipements, on trouve plusieurs dizaines de canons AHS Krab et près de 200 chars T-72 et PT-91 **(2)**. La Pologne a été à l'initiative de l'envoi de chars Leopard 2A4 en proposant d'en transférer 14 à l'Ukraine sans le feu vert de Berlin, poussant cette dernière à renoncer à son blocage en janvier 2023 puis à en livrer elle-même. De même, Varsovie a été l'un des premiers pays à fournir des avions de chasse à Kiev en lui fournissant des Mig-29 à partir de mars 2023. Depuis lors, 14 lui ont été livrés. Outre son aide militaire propre, la Pologne est également la plateforme logistique de l'aide occidentale à l'Ukraine par sa proximité géographique avec l'Ukraine, la frontière polono-ukrainienne étant longue de 535 km et éloignée de la ligne de front. Près de 80% de celle-ci transite par l'aéroport de Rzeszow-Jasionka, au Sud-Est de la Pologne, avant d'être expédiée par voie routière vers l'Ukraine.

Les bases militaires polonaises sont également mises à contribution pour dispenser des formations aux troupes ukrainiennes. La Pologne accueille par exemple un centre de formation aux chars Leopard ainsi qu'une partie de la mission de formation de l'UE, EUMAM (*EU Military Assistance Mission*) Ukraine.

Enfin, la Pologne a accueilli sur son sol près de 1,5 millions de réfugiés ukrainiens, plus que tout autre pays en Europe et dans le monde.

---

**(1)** Kiel Institute for the World Economy, *The Ukraine Support Tracker: Which countries help Ukraine and how ?*, Working Paper n°2218, février 2023, [disponible ici](#).

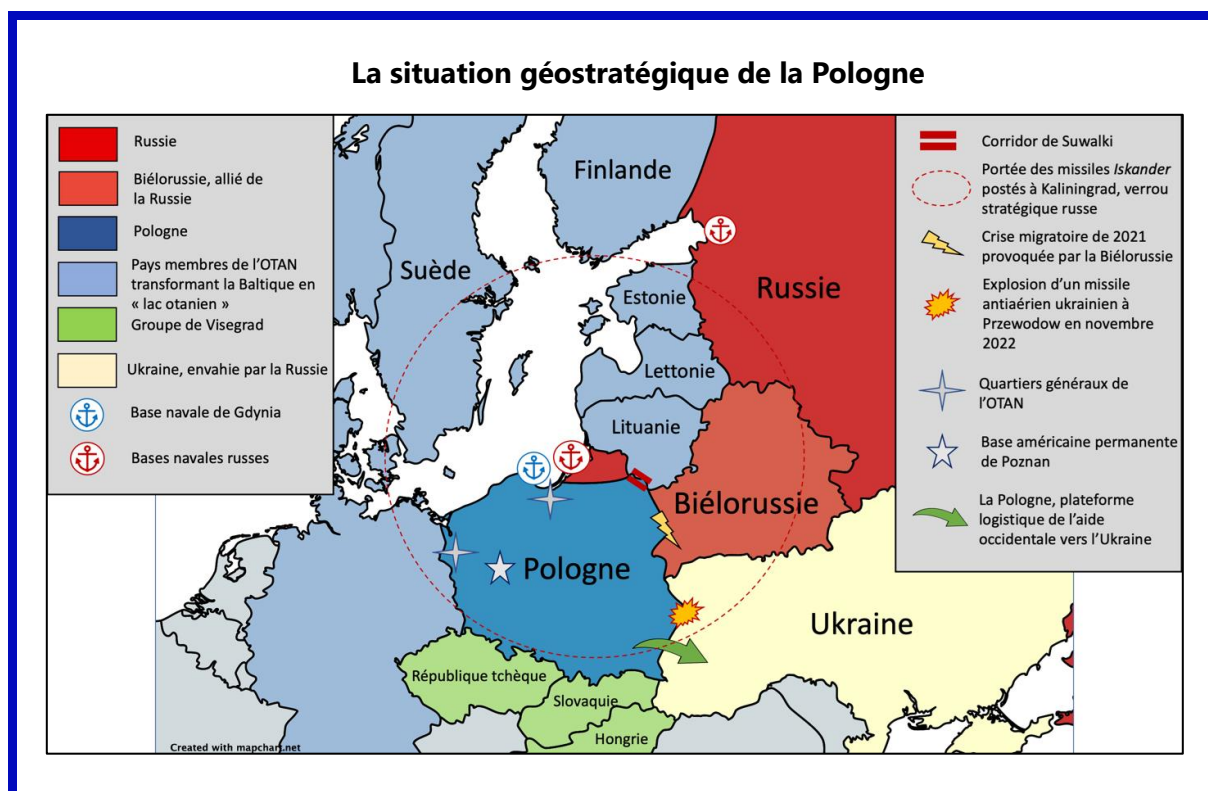
**(2)** Jakub Iwaniuk et Cédric Pietralunga, *La montée en puissance de l'armée polonaise n'échappe pas à la logique populiste du gouvernement*, *Le Monde*, 2 septembre 2022, [disponible ici](#).



## Face à la menace russe, la Pologne se pose en allié fiable de l'OTAN

La Pologne se tourne vers l'OTAN dès sa sortie du bloc communiste en 1989. L'objectif est à la fois de s'arrimer définitivement à l'Occident **et** de se protéger de la Russie, redoutable menace existentielle dans l'histoire du pays. La Stratégie de sécurité nationale de la République de Pologne de 2020 fait ainsi de la politique impériale de la Russie la principale menace sécuritaire. Varsovie dispose d'un modèle d'armée tournée vers la menace russe, centré sur la défense du territoire et l'armée de terre. La Pologne craint notamment la prise *manu militari* de la « bande de Suwalki » par la Russie. Il s'agit d'un territoire à cheval sur la Pologne et la Lituanie (**voir carte ci-dessous**) et qui permettrait une jonction entre la Biélorussie et l'enclave russe de Kaliningrad (ex-Königsberg).

Ces craintes sont d'autant plus fortes que la Russie et la Biélorussie ont multiplié les manœuvres conjointes dites « Zapad » (« Ouest » en russe) sur le sol biélorusse et à Kaliningrad ces dernières années. De plus, le Kremlin a fait de l'enclave de l'ex-Königsberg un véritable verrou stratégique surmilitarisé, notamment à travers des missiles à capacité nucléaire *Iskander*. A l'inverse de ses partenaires occidentaux, la Pologne a donc toujours continué de se méfier de ses voisins russes et biélorusses. L'invasion de la Géorgie par Moscou en 2008 n'a fait que confirmer ses craintes sur le révisionnisme russe. C'est l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014 qui a finalement rendu audible la Pologne au sein de l'OTAN en ce qui concerne la nécessité de reconsidérer la menace russe. Ainsi, au Sommet de l'OTAN de Varsovie de 2016,



L'Alliance a décidé d'établir une « présence avancée renforcée » sur l'axe Baltique-mer Noire pour prévenir toute action hostile de la Russie. L'utilisation de migrants par le pouvoir biélorusse en novembre 2021 pour faire pression sur les frontières polonaises a été perçue par Varsovie comme une action hybride pilotée par Moscou.

L'invasion russe de l'Ukraine de 2022 n'a été qu'une nouvelle confirmation des mises en garde polonaises. Outre la menace russe, Varsovie fait face à la satellisation militaire de la Biélorussie vis-à-vis de la Russie, accroissant considérablement la menace militaire le long des frontières polonaises. Des mercenaires russes du Groupe Wagner ont par exemple été accueillis en Biélorussie à partir de juillet 2023, après la rébellion avortée de leur chef, Evgueni Prigojine. Deux hélicoptères biélorusses auraient également violé l'espace aérien polonais en août 2023. Qui plus est, le 16 janvier 2024, la Biélorussie a annoncé la modification de sa doctrine militaire en plaçant sous commandement biélorusse les armes nucléaires tactiques russes supposément entreposées sur son sol. Si un commandement biélorusse sur les armes nucléaires russes paraît peu probable, une telle annonce témoigne toutefois d'une intégration toujours plus profonde entre les armées biélorusses et russes **(1)**.

L'OTAN est le pilier de la politique de défense polonaise, comme le précise la Stratégie de politique étrangère polonaise de 2017. Au demeurant, c'est bien l'OTAN qui assure la défense collective de l'Europe, en particulier face à la Russie, et non la Politique de Sécurité et de Défense Commune (PSDC). Varsovie s'en désinvestit d'autant plus qu'elle craint qu'elle ne vienne concurrencer l'OTAN, seule structure garante de la sécurité sur les marges orientales de l'Europe. La Pologne accueille près de 11 600 soldats dans le cadre de la « présence avancée renforcée » de l'OTAN et d'accords bilatéraux avec les Etats-Unis **(2)**. Il s'agit du contingent le plus important en Europe orientale. Le pays abrite également le quartier général de la division Nord-Est de l'OTAN à Elbag. Les armées polonaises contribuent à la sécurité collective des Alliés à travers ses détachements en Lettonie et en Roumanie, toujours dans le cadre de la « présence avancée renforcée ».

La défense de la Pologne repose également sur une relation privilégiée avec les États-Unis. Si la plupart des pays européens considèrent l'allié américain comme un « stabilisateur hégémonique » garant de la sécurité en Europe, le partenariat polono-américain est particulièrement étroit. La Pologne avait ainsi envoyé près de 2 400 militaires en Irak en 2003 pour soutenir la coalition menée par les États-Unis. En juin 2019, le gouvernement polonais de Mateusz Morawiecki et le président américain Donald Trump avaient conclu un accord de défense prévoyant le déploiement en Pologne de 1 000 soldats américains de manière permanente, d'un centre d'entraînement ainsi que d'un escadron aérien de surveillance. Un

---

**(1)** Bruno Tertrais, « Le durcissement du contexte international nous fait redécouvrir la centralité des armes nucléaires », *Le Monde*, 26 janvier 2024, [disponible ici](#).

**(2)** Jakub Iwaniuk, « Le retour en grâce de la Pologne, effet collatéral de la guerre en Ukraine », *Le Monde*, 24 mars 2023, [disponible ici](#).



centre de commandement a été créé à Poznań en 2020 dans ce cadre. La visite du président américain Joe Biden en mars 2022 à Varsovie pour soutenir la Pologne face aux conséquences de l'invasion russe de l'Ukraine témoigne également de l'étroitesse des relations qu'entretiennent les deux pays. C'est également dans le contexte de la guerre en Ukraine que le président polonais Andrzej Duda avait demandé en octobre 2022 que les États-Unis déploient des armes nucléaires sur le sol polonais **(1)**, à l'instar de l'Allemagne, de l'Italie, les Pays-Bas ou encore de la Belgique, sans que cela ne semble envisagé à Washington.

Centrée sur l'OTAN et le partenariat avec les États-Unis, la Pologne, pourtant membre du Triangle de Weimar, est particulièrement méfiante à l'égard du « couple » franco-allemand et de ses velléités de *leadership* en Europe. En effet, aucun pays européen ne dispose d'une armée suffisamment robuste ni d'une légitimité assez élevée pour jouer le rôle des États-Unis au sein de la défense de l'Europe. Le concept d'autonomie stratégique européenne promu par la France est perçu à Varsovie comme une tentative d'éviction des États-Unis du continent. La Pologne n'a également que peu goûté aux tentatives de dialogue avec la Russie du président Emmanuel Macron avant l'invasion russe de l'Ukraine. Concernant l'Allemagne, Varsovie s'opposait depuis le début au projet de gazoduc North Stream 2, sensé relié l'Allemagne à la Russie. Varsovie accusait Berlin de sacrifier la sécurité de l'Europe orientale sur l'autel des intérêts industriels allemands.

Enfin, la Pologne a rejoint le dispositif Eurocorps le 25 janvier 2022. Ce corps de réaction rapide européen vise la mise à disposition de l'OTAN et de l'UE de troupes appartenant à six nations-cadres **(2)**.

## La Pologne, puissance régionale

---

Si sa défense repose sur l'OTAN et l'alliance avec les États-Unis, la Pologne constitue la première puissance régionale de l'axe Baltique-mer Noire et tente d'y être motrice. Elle a fondé aux côtés de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie le Groupe de Visegrad en 1991 afin de faciliter leur intégration à l'OTAN (1999) et à l'UE (2004). Aujourd'hui, cette plateforme sert à définir et défendre des positions communes dans les instances européennes, malgré les divergences fondamentales entre Varsovie et Budapest, voire Bratislava aujourd'hui, en ce qui concerne leur posture respective vis-à-vis de Moscou. Les pays du Groupe de Visegrad font partie de la Coopération de défense d'Europe centrale (CDEC), une structure régionale qui vise à coordonner les politiques de défense. Une unité de combat commune au profit de missions de l'UE et de l'OTAN a également été créée dans ce cadre. Toutefois, la guerre en Ukraine a

---

**(1)** Bruno Tertrais, *art. cit.*

**(2)** Allemagne, Belgique, Espagne, France, Luxembourg, Pologne.

contribué à fracturer le Groupe de Visegrad. La Pologne et la République tchèque, fervents alliés de Kiev, s'opposent au premier ministre hongrois Viktor Orbán, dont les sympathies pour Vladimir Poutine sont de notoriété publique et qui refuse toute aide militaire à l'Ukraine. Cependant, le 1<sup>er</sup> février 2024, Viktor Orbán a levé son veto à l'envoi d'une aide européenne de cinquante milliards d'euros à Kiev en échange du déblocage de fonds communautaires, jusque-là gelés par Bruxelles du fait du non-respect de l'État de droit par Budapest. Les relations ukraïno-hongroises n'en sont pas moins exécrables du fait de divergences concernant la minorité magyarophone d'Ukraine. En octobre 2023, Viktor Orbán a été rejoint par le pro-russe Robert Fico, arrivé à la tête de la Slovaquie. Ce dernier est également opposé à l'aide militaire à l'Ukraine, mais avec des nuances.

Outre ses voisins méridionaux, la Pologne a renforcé ces dernières années sa coopération avec les pays baltes et l'Ukraine, des pays aux doctrines de défense proches et qui font face à la menace militaire russe et biélorusse. Ainsi, la Lituanie, la Pologne et l'Ukraine ont créé en 2014 un bataillon commun, le LITPOLUKRBRIG (*Lithuanian, Polish, Ukrainian Brigade*), qui est composé de trois bataillons et d'un groupe de forces spéciales. Ce bataillon trinational permet de réaliser des formations militaires communes, des exercices interalliés, de disposer d'un commandement aux normes de l'OTAN et de mener conjointement des opérations sous mandat de l'ONU. De plus, un protocole de défense cyber commun a été signé en 2015 entre les pays baltes et Varsovie. En outre, la Pologne est très engagée en faveur de l'adhésion à l'UE et à l'OTAN de l'Ukraine et de la Géorgie. Varsovie avait ainsi milité pour leur adhésion à l'Alliance au Sommet de Bucarest en 2008, qui sera finalement différée *sine die*. Elle a également été la cheffe de file des pays d'Europe orientale en ce qui concerne la réclamation d'accorder au plus vite le statut de pays candidat à l'UE à la Géorgie et à l'Ukraine. Le Triangle de Lublin, fondé en 2020, qui rassemble la Pologne, la Lituanie et l'Ukraine, vise notamment à soutenir l'intégration de Kiev aux instances euro-atlantiques. Enfin, un pacte trilatéral de sécurité entre la Pologne, l'Ukraine et le Royaume-Uni aurait été signé en février 2022 **(1)**. Cette alliance régionale confirme par ailleurs l'investissement stratégique de Londres en Europe orientale **(2)**, matérialisé par son soutien militaire crucial et précoce apporté à Kiev avant même l'invasion russe de février 2022.

Enfin, la Pologne a pris la tête de l'Initiative des Trois Mers, projet débuté en 2016 aux côtés de la Croatie qui vise le développement des infrastructures de transport et de télécommunication entre douze États de l'Europe centrale et orientale pour connecter la Baltique à l'Adriatique et la mer Noire.

---

**(1)** Cécile Ducourtieux et Jakub Iwaniuk, « Londres et Varsovie apportent leur soutien à Kiev », *Le Monde*, 2 février 2022, [disponible ici](#).

**(2)** Le Royaume-Uni est à la tête d'une force expéditionnaire, la *Joint Expeditionary Force*, créée en 2014, et composée de pays d'Europe du Nord et de l'Est (Danemark, Estonie, Finlande, Islande, Lettonie, Lituanie, Pays-Bas, Norvège et Suède).



# L'armée polonaise pourrait à terme devenir **la plus importante d'Europe**

## **Une hausse spectaculaire des effectifs au sein d'un nouveau modèle d'armée**

---

Afin de faire face à la menace russe, le gouvernement polonais a décidé de renforcer la dissuasion conventionnelle exercée par ses forces armées. Dans ce cadre, les effectifs militaires polonais n'ont fait que croître depuis 2016. Ainsi, les armées comptaient un peu plus de 100 000 militaires d'active et 20 000 réservistes en 2016 **(1)**. En 2018, elles totalisaient près de 110 000 militaires d'active, 12 000 réservistes et 17 000 militaires de la garde territoriale **(2)**, soit une hausse de 15,9% des effectifs en deux ans. En 2021, les effectifs sont restés relativement stables par rapport à 2018, avec près de 114 000 militaires d'active **(3)**. Si les forces d'active n'ont que légèrement augmenté en cinq ans, l'essentiel de la hausse des effectifs a été porté par la création de la garde territoriale par l'ancien ministre de la Défense Antoni Macierewicz (2016). Ces unités sont composées de civils ayant reçu une formation militaire initiale de seize jours et fonctionnent sur une base régionale, sur le modèle adopté par l'Ukraine mais aussi l'Estonie ou la Lituanie. Les missions sont tournées vers le soutien aux forces armées d'active, par exemple en cas de catastrophe naturelle, mais aussi vers la surveillance des frontières, comme lors de la crise migratoire de novembre 2021 instrumentalisée par la Biélorussie. La garde territoriale constitue désormais une cinquième branche des forces armées polonaises, aux côtés de l'armée de terre, de l'armée de l'air, de la marine et des forces spéciales. En outre, des groupes paramilitaires dépendant du ministère polonais de la Défense depuis 2014 auraient initié près de 100 000 jeunes civils aux techniques de combat.

L'invasion russe de l'Ukraine en février 2022 a poussé le gouvernement polonais à accélérer la hausse des effectifs militaires. Ainsi, la loi sur la « défense de la Nation », votée en mars 2022, vise à doubler les effectifs de l'armée pour atteindre 250 000 militaires d'active et 50 000 membres de la garde territoriale d'ici 2035. Si cet objectif très ambitieux était atteint, il ferait de l'armée polonaise la première d'Europe. Toutefois, la garde territoriale, qui devait compter 54 000 personnes dès 2019, n'en compterait en 2023 que 32 000 **(4)**.

---

**(1)** « Basic Informations on the MoND Budget for 2016 », Ministry of National Defence, Février 2016, p.10, [disponible ici](#).

**(2)** Key Figures on the Ministry of National Defence Republic of Poland Budget for 2018, p.12.

**(3)** International Institute for Security Studies, *The Military Balance 2022*, février 2022, [disponible ici](#).

**(4)** Amélie Zima, « La Pologne, nouvelle superpuissance militaire ? », Le Collimateur, 23 mai 2023, [disponible ici](#).

## Des dépenses continuellement en hausse depuis 2014

---

Face à la dégradation de son environnement sécuritaire, la Pologne a presque continuellement augmenté son budget de défense depuis 2014 afin d'étoffer son parc d'équipements ainsi que ses effectifs militaires. Si son budget de défense représentait 1,88% du PIB en 2014, il s'élevait à hauteur de 2,02% du PIB en 2018 **(1)**. La Pologne respectait donc dès 2018 l'engagement des pays-membres de l'OTAN de consacrer au moins 2% de leur PIB aux dépenses de défense lors du Sommet du Pays de Galles de 2014. La loi sur la « défense de la Nation » de mars 2022 prévoit, outre la hausse des effectifs des armées, de porter le budget de défense à hauteur de 3% du PIB minimum à partir de 2023. En 2023, le budget de défense était de 20,5 milliards d'euros **(2)**, contre douze milliards d'euros en 2022. En outre, un fonds spécial de soutien aux forces armées **(3)** d'un montant de huit milliards d'euros a été créé en mai 2022 **(4)**. En totalité, le budget de défense polonais approchait les 4% du PIB en 2023. En septembre 2023, le président polonais Andrzej Duda a déclaré que la Pologne prévoyait de dépenser près de 33 milliards de dollars pour sa défense en 2024, soit plus de 4% de son PIB.

Toutefois, la répartition du budget n'est pas sans poser des problèmes. En effet, le budget de la garde territoriale, créée récemment, dépasse par exemple celui de la marine, branche armée historique victime d'un sous-investissement chronique. L'entrée récente de la Finlande et celle prochaine de la Suède dans l'OTAN fera un peu plus de la mer Baltique un « lac otanien » et sera facteur de sécurité pour la Pologne. La marine russe continuera malgré tout d'y constituer une menace à travers la flotte de la Baltique basée à Baltiisk, à Kaliningrad, et à Kronstadt, près de Saint-Pétersbourg. Toujours est-il que des tensions existent entre militaires et notamment entre la marine et la garde nationale vis-à-vis de ces arbitrages budgétaires **(5)**.

## Une montée en puissance capacitaire unique en Europe

---

La hausse des budgets de défense polonais finance surtout l'achat d'équipements aptes à mettre en œuvre la dissuasion conventionnelle face à la Russie. L'effort capacitaire polonais a débuté avant même l'invasion russe de la Crimée en 2014 afin de remplacer progressivement les matériels d'origine soviétique vieillissants. Le plan de modernisation de l'armée polonaise pour la période 2013-2022 prévoyait ainsi quatorze milliards d'euros d'investissement dans des

---

**(1)** OTAN, « Les dépenses de défense des pays de l'OTAN (2014-2023) », communiqué de presse, 7 juillet 2023, [disponible ici](#).

**(2)** Philippe Chapleau, « Pologne : armement, remplacement, remboursement », Lignes de défense, *Ouest France*, 20 septembre 2023, [disponible ici](#).

**(3)** Amélie Zima, *art. cit.*

**(4)** Philippe Chapleau, *art. cit.*

**(5)** Amélie Zima, *art. cit.*



équipements militaires modernes **(1)**. Parmi les acquisitions majeures, on peut retenir l'achat en 2013 de 14 chars Leopard 2A4 et de 105 Leopard 2A5, en plus des 128 chars Leopard 2A4 acquis en 2002. Les achats d'équipements sont aussi un moyen pour la Pologne d'approfondir les liens avec leur partenaire stratégique américain et de s'assurer de la permanence des garanties de sécurité qu'offrent Washington. En 2016, l'entreprise française Airbus Helicopters a ainsi fait les frais de l'alliance militaire américano-polonaise lorsque Varsovie avait rompu le contrat portant sur l'acquisition de cinquante hélicoptères multirôles *Caracal* et avait commandé à la place vingt-et-un hélicoptères américains *Black Hawk*. En 2018, le gouvernement de Mateusz Morawiecki avait commandé pour 3,8 milliards d'euros deux systèmes antimissiles aériens *Patriot* en réponse aux missiles à capacité nucléaire russes *Iskander* placés dans l'enclave de Kaliningrad. Enfin, vingt lance-roquettes multiples *Himars*, pour 410 millions d'euros, et 32 avions de combat *F-35*, pour 4,6 milliards de dollars, avaient été commandés à Lockheed Martin en 2020 **(2)**.

La hausse considérable des dépenses militaires prévue dans la loi sur la « défense de la Nation » de mars 2022 a permis de financer de nombreux programmes d'équipements, en adéquation avec l'objectif de faire de l'armée polonaise la plus importante d'Europe. Ces programmes visent à accroître les capacités des armées polonaises, à les moderniser mais aussi à compenser les nombreux transferts d'armement vers l'Ukraine évoqués précédemment. Afin de financer une partie de ces programmes d'équipement, la Pologne a pu compter sur la Facilité Européenne pour la Paix, qui permet le remboursement des équipements d'origine soviétique cédés à l'Ukraine par des États-membres pour que ces derniers puissent les remplacer par du matériel plus moderne, sans conditionnalité en ce qui concerne sa provenance. Les Polonais se sont encore une fois tournés massivement vers l'allié américain pour acquérir des matériels sur étagère. On peut notamment citer la commande de huit batteries antimissiles *Patriot* en juin 2022 (15 milliards de dollars) **(3)**, 250 chars *Abrams M1A2* en août 2022 (5 milliards de dollars) **(4)**, 116 chars *Abrams M1A1* d'occasion en janvier 2023 (1,4 milliards de dollars), 96 hélicoptères d'attaque *AH-64E Apache* en septembre 2022 (12 milliards de dollars) et enfin 486 lance-roquettes multiples *Himars* en février 2023 (10 milliards de dollars) **(5)**.

Outre les États-Unis, la Pologne s'est tournée vers la Corée du Sud, avec laquelle Varsovie avait noué un partenariat stratégique dès 2013. Séoul a l'avantage d'offrir des équipements aux normes de l'OTAN, disponibles rapidement et moins chers que leurs équivalents occidentaux. Le gouvernement polonais a signé le 27 juillet 2022 avec la Corée du Sud un contrat de quinze

---

**(1)** Jean-Sylvestre Mongrenier et Jeanne Dubois Grasset, *op. cit.*

**(2)** Jakub Iwaniuk et Cédric Pietralunga, *art. cit.*

**(3)** Laurent Lagneau, « La Pologne va commander d'autres systèmes de défense aérienne Patriot PAC-3 pour 15 milliards de dollars », *Zone Militaire*, 29 juin 2023, [disponible ici](#).

**(4)** « L'Américain General Dynamics vend 250 chars de combat à la Pologne », *La Tribune*, 5 avril 2022, [disponible ici](#).

**(5)** Laurent Lagneau, *art. cit.*



milliards d'euros, soit presque l'équivalent du budget annuel de défense de la Pologne. Varsovie a notamment commandé 180 chars *K2 Black Panther* (3,4 milliards de dollars), le contrat prévoyant de porter leur nombre à 1 000, 212 canons *K9 Thunder* (2,4 milliards de dollars ; 672 à terme) **(1)**, 218 lance-roquettes *K239 Chunmoo* (3,5 milliards de dollars ; 288 à terme) **(2)** et 48 avions de chasse multirôles *FA-50* (3 milliards de dollars) **(3)**.

La Pologne a fait également appel à son industrie de défense pour opérer sa montée en puissance capacitaire. Elle a ainsi commandé 1400 véhicules blindés de combat d'infanterie *Borsuk* à l'entreprise Huta Stalowa Wola et au consortium Polska Grupa Zbrojeniowa (PGZ) en février 2023 (8,5 milliards d'euros). Enfin, Varsovie s'est tournée à la marge vers des entreprises européennes, dont les équipements restent chers et dont les délais de livraison sont généralement élevés. Elle a tout de même commandé trente-deux hélicoptères *AW149* à l'entreprise italienne Leonardo en juillet 2022 (1,75 milliards d'euros), deux satellites *Pléiades Neo* d'Airbus Defence & Space en décembre 2022 (575 millions d'euros) **(4)** et des missiles antiaériens à MBDA en novembre 2023 (4,6 milliards de dollars), assortis de transferts de technologies **(5)**.

Ces très nombreux achats d'équipements répondent au besoin polonais d'exercer une dissuasion conventionnelle face à la Russie et s'expliquent par les enseignements de la guerre en Ukraine, dans laquelle la masse est primordiale. Toutefois, une telle quantité de commandes n'est pas sans poser question en ce qui concerne leur pertinence et leur faisabilité, notamment en ce qui concerne les lance-roquettes multiples *Himars*. Les États-Unis auraient refusé d'honorer la commande portant sur 486 systèmes, les forces armées américaines n'en disposant pas autant elles-mêmes **(6)**.

De plus, l'acquisition de capacités similaires auprès de différents fournisseurs, si elle répond à la volonté polonaise d'en disposer rapidement, posera le problème de l'hétérogénéité du futur parc capacitaire. L'armée de terre polonaise comptera ainsi trois systèmes de char différents, à savoir des *Leopard 2*, des *Abrams* et des *K2*. L'armée de l'air disposera de trois avions de chasse différents avec des *F-16*, des *F-35* et des *FA-50*. Une telle diversité de matériels complexifiera la formation des opérateurs, leur maintien en condition opérationnelle et l'approvisionnement en munitions et en pièces de rechange. Ces acquisitions tous azimuts sont parfois être décidées dans la précipitation, sans véritable cohérence avec les besoins opérationnels des militaires

---

**(1)** *Ibid.*

**(2)** « Hanwha signe un contrat de 3,5 milliards de dollars pour la fourniture de Chunmoo MLRS à la Pologne », Yonhap, 4 novembre 2022, [disponible ici](#).

**(3)** Laurent Lagneau, *art. cit.*

**(4)** *Ibid.*

**(5)** « MBDA continue de séduire la Pologne avec ses systèmes de défense antiaérienne », *L'Usine Nouvelle*, 30 décembre 2023, [disponible ici](#).

**(6)** Jakub Iwaniuk et Cédric Pietralunga, *art. cit.*



polonais (1). D'autres programmes essentiels n'ont pas été évoqués par le gouvernement polonais, comme l'équipement individuel du combattant, alors que l'objectif est de porter les forces armées à 300 000 d'ici 2035 (2).

## L'industrie de défense polonaise se développe malgré les nombreux achats sur étagère

### L'industrie de défense polonaise se consolide depuis 2013

---

Afin d'accompagner sa montée en puissance capacitaire, Varsovie a considérablement développé son industrie de défense à travers la création du *cluster* de défense PGZ en 2014. Il s'agit d'un conglomérat industriel contrôlé par l'État regroupant des entreprises spécialisées essentiellement dans la défense terrestre et l'électronique de défense, même s'il comprend aussi quelques entreprises des branches aéronautique et navale. S'il en comptait dix-sept en 2014, il comprenait trente entreprises principales en 2023. L'objectif du gouvernement polonais est de faire de sa BITD une des meilleures d'Europe en participant de manière croissante aux projets industriels européens et en adoptant un modèle extraverti. Grâce à ce regroupement, PGZ est ainsi classée parmi les cent premières entreprises de défense mondiales par le SIPRI depuis 2014. En 2022, PGZ se classait au 71<sup>ème</sup> rang des cent premières entreprises de défense mondiales alors qu'elle se trouvait 76<sup>ème</sup> en 2021. Le consortium a enregistré une hausse de 11,9% de ses ventes en 2022 par rapport à 2021 (3).

L'industrie de défense polonaise est pleinement mobilisée dans le cadre de l'assistance militaire à Kiev. Ainsi, l'entreprise polonaise Bumar-Labedy, appartenant au *cluster* PGZ, s'occupe de la réparation des chars *Leopard 2A4* transférés aux forces ukrainiennes (4). En avril 2023, PGZ et l'entreprise ukrainienne Artem ont signé un mémorandum pour la production de munitions de 125mm dédiées aux chars (5).

---

(1) *Ibid.*

(2) Amélie Zima, *art. cit.*

(3) « The SIPRI Top 100 arms-producing and military services companies in the world, 2022 », SIPRI, décembre 2023, [disponible ici](#).

(4) « Polish defence industry delivers first batch of repaired Leopard 2A4 tanks to Ukraine », Defence Industry Europe, 2 octobre 2022, [disponible ici](#).

(5) « PGZ and Artem sign a memorandum on the production of 125mm tank ammunition », Defence Industry Europe, 6 avril 2023, [disponible ici](#).

La reprise en main par l'État de la BITD polonaise ne concerne pas uniquement la filière terrestre, mais également la branche navale avec le rachat du chantier naval de Stocznia Marynarki Wojennej S.A., basé à Gdynia, en mai 2017 <sup>(1)</sup>. Ce chantier naval est notamment responsable de la modernisation de trois corvettes lance-missiles, de la construction de patrouilleurs hauturiers et plus largement du maintien en condition opérationnelle de la flotte de la marine polonaise. La qualité des chantiers navals de Gdynia a même poussé la marine suédoise à leur confier la construction de la plateforme de son navire dédié au renseignement. Afin de simplifier les démarches d'appel d'offre et de centraliser le pilotage des grands programmes d'armement, Varsovie a créé en janvier 2022 une agence de l'armement, l'*Agencja Uzbrojenia*.

### **Les acquisitions à l'étranger ralentissent le développement de l'industrie polonaise, malgré les transferts de technologie**

---

Les acquisitions d'équipements à l'étranger sont souvent assorties de compensations industrielles, à travers l'organisation de la production des matériels dans des usines polonaises et des transferts de technologies, permettant à l'industrie de défense polonaise de maîtriser progressivement la conception des systèmes d'armement achetés. Ainsi, le méga-contrat signé avec la Corée du Sud en 2022 prévoit la production sur le sol polonais d'une partie des équipements, l'autre étant produite dans des usines sud-coréennes pour que les équipements soient le plus rapidement disponibles. Par exemple, 680 chars *K2 Black Panther* doivent être produits en Corée du Sud et 320 en Pologne. La coopération polono-coréenne ne date toutefois pas de 2022 puisque l'entreprise polonaise Huta Stalowa Wola, qui fait partie de PGZ, et l'entreprise sud-coréenne Hanwha ont établi un partenariat en 2014 pour intégrer le châssis du canon automoteur *K9 Thunder* à l'obusier polonais *Krab*. De même, les hélicoptères *AW149* acquis en juillet 2022 font l'objet d'un partenariat entre Leonardo et l'entreprise polonaise PZL Swidnik, la production devant avoir lieu dans les usines de la seconde.

L'acquisition de nombreux équipements sur étagère auprès des industriels américains et coréens pénalisent toutefois l'industrie de défense polonaise, même si l'on considère les transferts de technologies et l'organisation de la production dans des usines polonaises. En effet, dans le cadre des acquisitions à l'étranger, les entreprises polonaises ne sont pas amenées à mener dans leur totalité les projets capacitaires, limitant d'autant plus le développement de leurs savoir-faire et maintenant une dépendance technologique à l'égard des entreprises étrangères. De plus, on peut s'interroger sur certains choix polonais, comme celui d'acheter des obusiers *K9* par exemple, alors qu'une solution nationale existait à travers le *Krab*.

---

<sup>(1)</sup> Jean-Sylvestre Mongrenier, Jeanne Dubois Grasset, *op. cit.*



## **Une implication encore insuffisante dans la consolidation d'une industrie de défense européenne mais qui pourrait s'accroître à moyen terme**

---

L'adhésion de la Pologne à la Coopération Structurée Permanente (CSP), initiative lancée en 2017 visant à promouvoir la coopération industrielle dans le domaine de la défense entre les États-membres de l'UE, illustre la volonté du pays de ne pas être écarté des grands projets capacitaires européens. Censée permettre l'émergence d'une « Europe des capacités », elle constitue une opportunité pour l'industrie polonaise de développer de nouvelles compétences et de remporter des contrats tout en nouant des partenariats avec les autres entreprises européennes de la défense. Cependant, la Pologne ne participe qu'à 13 des 68 projets de la CSP **(1)**.

D'une manière générale, la Pologne fournit encore un effort insuffisant pour permettre aux entreprises européennes d'être compétitives dans ses appels d'offre en exigeant de coûteux transferts de technologies. Le gouvernement polonais choisit la plupart du temps des entreprises américaines en ce qui concerne ses grands programmes d'armement, privilégiant ainsi les garanties de sécurité que lui apportent Washington et que les capitales européennes sont incapables de lui fournir après des décennies de sous-investissement dans leurs armées. Toutefois, la visite du premier ministre polonais Donald Tusk à Paris le 12 février 2024 a été l'occasion d'afficher une convergence de vue franco-polonaise sur la nécessité de renforcer l'industrie de défense européenne afin, entre autres objectifs, de poursuivre le soutien militaire à l'Ukraine en armes et munitions. Le positionnement du dirigeant polonais pourrait marquer le début de l'implication de Varsovie dans la consolidation de la BITD européenne.

## **Conclusion**

L'invasion russe de l'Ukraine de 2022 a mis en lumière le rôle militaire central de la Pologne à travers l'aide militaire conséquente qu'elle accorde à Kiev. Pourtant, ce pays s'est posé dès 2014 et l'annexion russe de la Crimée en puissance régionale et en rempart de l'Occident face à la menace sécuritaire russe. Il constitue un allié exemplaire de l'OTAN et des États-Unis, seuls véritables garants de la sécurité sur le continent. Face aux ambitions impérialistes de la Russie, elle a initié une montée en puissance spectaculaire de ses armées à travers une hausse considérable de ses effectifs et de ses équipements pour exercer une dissuasion conventionnelle. Cette montée en puissance est financée par des budgets de défense toujours plus élevés. Si la plupart des équipements majeurs ont été acquis auprès des États-Unis et de

---

**(1)** Rubrique « Poland - European Union », site du Ministère de la défense nationale de la République de Pologne, 20 janvier 2022, [disponible ici](#).

la Corée du Sud, la Pologne peut également s'appuyer sur une industrie de défense en pleine expansion pour accompagner sa politique capacitaire. L'objectif fixé par le gouvernement du PiS (parti Droit et Justice, au pouvoir de 2015 à 2023) était ni plus ni moins de faire de la Pologne la première armée européenne d'ici 2035.

Le gouvernement de Donald Tusk devrait infléchir la politique étrangère du pays ainsi que sa politique de défense à la marge. Si les relations ont parfois été houleuses avec le PiS, la coopération avec l'Ukraine devrait s'approfondir. L'OTAN et les États-Unis continueront de constituer la pierre angulaire de la défense polonaise. Toutefois, le retour de Donald Tusk au pouvoir devrait sonner le retour d'une certaine normalité au sein des armées. La campagne électorale de l'automne dernier avait été marquée par la démission du chef d'état-major de l'armée polonaise, le général Rajmund Andrzejczak, et du chef du commandement opérationnel, le général Tomasz Piotrowski, en protestation à la politisation des forces armées qui semblait avoir cours sous le mandat du PiS **(1)**.

Ce changement de pouvoir pourrait constituer une opportunité pour la France d'accroître sa coopération avec Varsovie et de définitivement tourner la page de l'échec de la vente des hélicoptères *Caracal* en 2015, qui avait détérioré les relations bilatérales. Paris doit avant tout prendre conscience que le centre de gravité du continent s'est aujourd'hui déplacé à l'Est et qu'une confrontation armée avec la Russie est probable. La défense de l'Europe passe donc plus que jamais par l'OTAN et son pilier oriental, la Pologne. La récente réunion des ministres des affaires étrangères polonais, allemand et français témoigne d'une volonté politique de revitaliser le Triangle de Weimar. S'il paraît illusoire d'en faire un nouveau moteur pour l'Europe, la France doit profiter du changement de gouvernement en Pologne pour approfondir le partenariat stratégique avec Varsovie, signé en 2013, et s'inspirer du modèle des accords franco-britanniques de Lancaster House **(2)**. Le Royaume-Uni et la Pologne ont déjà signé de leur côté un traité bilatéral de défense en 2017, axé sur l'entraînement conjoint, le développement de leurs industries de défense respectives et sur la menace russe **(3)**. En faisant de la Pologne un allié de premier plan, la politique de défense française en Europe gagnerait en consistance et la France, en légitimité.

---

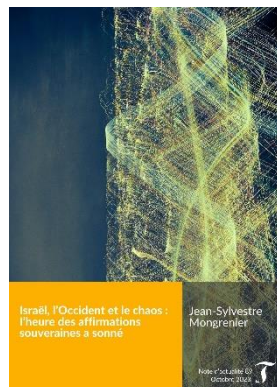
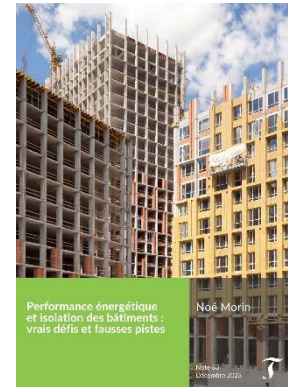
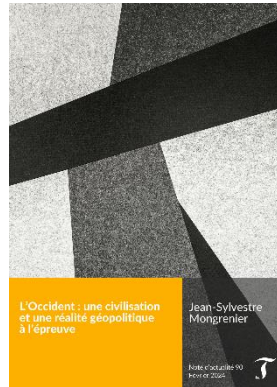
**(1)** Jakub Iwaniuk, « Pologne : à la veille des élections législatives, deux hauts gradés de l'armée démissionnent », *Le Monde*, 11 octobre 2023, [disponible ici](#).

**(2)** Les accords militaires de Lancaster House, signés en 2010, ont permis de mettre en place une force expéditionnaire commune interarmées, d'initier des programmes capacitaires communs (A400M, drone MALE, bâtiment de guerre des mines) et de faire émerger un industriel missilier européen, MBDA. Voir Jean-Sylvestre Mongrenier, *Des accords de Lancaster House au Grand Large : pour un axe géopolitique Paris-Londres*, Institut Thomas More, note d'actualité n°72, novembre 2020, [disponible ici](#).

**(3)** Amélie Zima, art. cit.

# Publications récentes

Retrouvez toutes nos publications sur [www.institut-thomas-more.org](http://www.institut-thomas-more.org)



Programme  
**Vivre l'Europe**

Le Programme [Vivre l'Europe](#) analyse la crise profonde de l'Union européenne et fait des propositions en faveur d'une Europe clairement confédérale, fière de ses racines et respectueuse du principe de subsidiarité. L'Union européenne et ses membres doivent se préparer à une refondation et chercher les moyens d'un authentique patriotisme de civilisation.

Ce document est la propriété de l'Institut Thomas More asbl. Les propos et opinions exprimés dans ce document n'engagent que la responsabilité de l'auteur. Sa reproduction, partielle ou totale, est autorisée à deux conditions : obtenir l'accord formel de l'Institut Thomas More asbl et en faire apparaître lisiblement la provenance.

© Institut Thomas More asbl, mars 2024

